

Pour tout CONTACT :
npacaenpsa@gmail.comNotre SITE INTERNET :
www.npa-revolutionnaires.org

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » – Karl MARX

À NOUS, TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS, DE NOUS FAIRE ENTENDRE !

Le cirque parlementaire continue de plus belle. Un mauvais théâtre de guignols, où chacun tente de caser sa réplique, entre offres de service à Macron et tentatives de coller à la détestation ambiante de ce dernier, histoire de ne pas griller toutes ses chances pour de prochaines élections. La démocratie bourgeoise est en crise ? Tant mieux, nous avons notre carte à jouer !

Face à la démocratie des patrons...

Dans les derniers rebondissements, le comble du ridicule aura quand même été de voir Élisabeth Borne se dire favorable à la suspension de la réforme des retraites... elle qui avait maintenu coûte que coûte le relèvement de l'âge légal de départ à 64 ans, après des mois de manifestations massives à travers toutes les villes de France pour s'y opposer. De quoi bien comprendre ce qu'est leur démocratie : s'asseoir sur l'opinion de tout un pays, pour nous imposer ce que nous rejetons tous unanimement. Pour satisfaire les seuls intérêts du patronat et diminuer le montant de nos pensions.

Macron et le nouveau gouvernement que vient de former son Premier ministre, déjà démissionnaire deux fois en dix jours, seraient-ils devenus brusquement plus à l'écoute de nos revendications ? Ils sont à la recherche de n'importe quelle porte de sortie à la crise politique et surtout de toute solution pour ne pas attiser la colère populaire qui, à tout moment, pourrait se transformer à nouveau en grèves et en manifestations. Alors si, pour cela, ils se disent prêts à suspendre momentanément cette réforme, ce serait pour mieux continuer à nous attaquer ensuite, en décalant cette fois l'âge de départ au-delà des 64 ans. De Bardella à Faure, en passant par Retailleau, tous en sont capables ! Sous Macron comme sous Hollande, ils ont tous voté des lois en ce sens, pour le plus grand bonheur des patrons.

Il n'y a rien à attendre de ce nouveau gouvernement, probablement très provisoire, ou même de nouvelles élections : tous les partis de gouvernement sont aux ordres du patronat. Rien à attendre de la gauche, qui est allée jusqu'à mettre en avant un « objectif cohabitation ! » avec Macron. Et surtout rien à attendre de

l'extrême droite, qui trouve de plus en plus de milliardaires pour défendre ses idées et la financer, de Stépin à Bolloré, et cherche à semer la haine raciste pour mieux nous diviser entre travailleurs.

Imposons nos revendications !

Tout l'enjeu actuel, c'est donc de savoir qui gouvernera... au service des capitalistes. Ils nous imposent depuis des années les licenciements, la dégradation des services publics, la hausse des prix et la diminution de nos salaires réels. Alors pas question de payer pour leur dette avec un énième plan d'austérité. À travers les baisses d'impôts et les aides en tout genre, les patrons touchent chaque année entre 211 et 270 milliards d'euros ! L'austérité, ce serait à eux de la subir enfin.

Avec les journées du 10 septembre, puis du 18 septembre et du 2 octobre, les manifestations et les grèves ont fait la une. Une rentrée sociale comme il n'y en a pas eu depuis bien longtemps.

Des luttes contre les licenciements ont lieu actuellement, d'autres pour de meilleures conditions de travail ou de salaire. Dans la Loire, les salariés du leader mondial de la production de café, le groupe néerlandais JDE Peet's, viennent d'obtenir une augmentation de 160 euros brut mensuels minimum pour l'ensemble des salariés et une prime de 1 500 euros grâce à leur grève.

Tous ensemble, nous avons le pouvoir de tout bloquer, car nous sommes à la base de toute l'économie, à la source de tous leurs profits.

Bien au-delà du casting du prochain gouvernement Macron, ou de celui des prochaines élections, c'est à nous battre contre les attaques du futur gouvernement et du patronat qu'il faut nous préparer.

Les profits doivent devenir la variable d'ajustement

Vendredi prochain, le chômage sera quasi général dans l'usine. La cause : les stocks de pièces s'accumulent plus vite que prévu. Avec le chômage d'une semaine voire plus dans les usines d'assemblage, il n'y avait pourtant pas besoin de boule de cristal pour douter de l'utilité des samedis travaillés depuis deux mois.

La répercussion des à-coups de la production sur les plannings de travail ne cessera que quand ce seront les actionnaires qui en paieront les conséquences. Raison pour laquelle nous avons intérêt à lutter pour le paiement intégral du chômage, primes comprises.

De l'argent, il y en a pour maintenir les emplois

D'après le groupe de presse américain Bloomberg, Stellantis prévoit d'investir 10 milliards de dollars (dont 5 sont déjà alloués) pour rouvrir des usines, embaucher voire développer un nouveau modèle pour les marques Jeep, Ram, Dodge ou Chrysler aux États-Unis. Nos dirigeants préfèrent n'investir que pour des modèles avec les plus fortes marges : le marché américain est connu pour être le plus rentable.

Cette annonce montre que l'argent existe : à nous d'aller le chercher pour maintenir tous les emplois, voire embaucher, des deux côtés de l'Atlantique.

Poissy : la fermeture, c'est toujours non !

Mercredi 1^{er} octobre 80 ouvriers du Montage de Stellantis-Poissy se sont rassemblés sur la pause pour discuter avenir de l'usine, menaces de la direction au sujet passage à une seule équipe (contre deux actuellement) et pour appeler à la grève et manifestation du 2 octobre. Jeudi 2, dans un autre secteur du Montage, 55 salariés en ont fait autant.

À la manifestation parisienne du jeudi 2 octobre, les ouvriers de Stellantis défilent en tête accompagnés de ceux de Renault Lardy, Flins et Guyancourt.

Alors que les menaces de fermeture s'accélèrent, les travailleurs de l'automobile ont plus que jamais besoin de s'organiser pour garantir les emplois et les salaires.

Devinette rennaise

Lundi dernier, l'usine Stellantis-La Janais passait à 2 équipes, en prévision de la hausse de la fabrication des C5 Aircross. Dans la presse, son directeur se vante : assembler un véhicule dans le site coûte 1 000 euros.

Sachant qu'un C5 Aircross se vend entre 35 000 et 46 000 euros, combien les actionnaires ramassent-ils ?

Justice pour les victimes de l'amiante

Renault SAS a été condamnée par la justice pour « faute inexcusable » suite au décès d'un technicien mort d'un cancer du larynx et du poumon en 2014. Il avait travaillé 35 ans chez Renault et avait été massive-

ment exposé à l'amiante.

Il a fallu des années de procédure menée par un ancien salarié de Renault, André Lancteau, pour qu'un jugement oblige l'entreprise à verser 200 000 € à la famille. Sans honte, Renault a décidé de faire appel...

Perdre sa vie à la gagner

Ronald Adams, un ouvrier qualifié de Stellantis à Detroit (Michigan), a été blessé mortellement alors qu'il effectuait la maintenance d'un système de lavage industriel il y a maintenant 6 mois. Sa veuve attend toujours de savoir ce qui s'est réellement passé.

C'est le 2^{ème} ouvrier Stellantis américain mort au travail en quelques mois. L'an dernier, l'agence fédérale de la sécurité au travail a condamné l'entreprise à une amende de 16 000 dollars pour insuffisance de protection – amende que Stellantis conteste. Aux États-Unis comme en France, le travail tue : 5,07 accidents mortels pour 100 000 salariés en 2022...

Fallait pas ne pas l'inviter

Nicolas Sarkozy était convoqué le 13 octobre par la justice pour connaître les modalités de son incarcération après sa condamnation à 5 ans de prison ferme pour l'affaire du financement libyen de sa campagne présidentielle de 2007. Pour rester fidèle jusqu'au bout à sa réputation, il a organisé un pot de départ dans le très chic manoir des Pavillons des Étangs du bois de Boulogne. Parmi les invités présents à cette sauterie, on notait la présence du secrétaire général de l'Élysée, Emmanuel Moulin, bras droit de Macron...

Quelle paix sans justice en Palestine ?

Même après le cessez-le-feu, vendredi 10 octobre, des bombes sont tombées sur les Gazaouis. Le bilan des massacres dépasse les 67 000 morts. Il n'y a aucune assurance que l'armée génocidaire ne reprendra pas les tueries après les échanges d'otages.

Et les dirigeants internationaux ne se sont pas réunis au Caire ce lundi pour forcer l'État israélien à respecter le droit international : les Palestiniens de Cisjordanie subissent toujours le harcèlement et les assassinats de colons déchaînés sur leurs terres.

L'anti-vax Donald Trump... se fait vacciner

Le service de presse présidentiel a fait savoir que Donald Trump et son épouse Melania venaient de recevoir un rappel du vaccin contre le Covid-19. Ils s'étaient fait vacciner une première fois le 19 janvier dernier, en toute discrétion. Ce qui n'empêche pas l'agité de la Maison-Blanche de conseiller à ses supporters de lutter contre le Covid-19 en suivant une alimentation saine et en utilisant... de l'eau de Javel. Mais si Trump est démagogue, il est aussi, à l'évidence, plus soucieux de sa santé que de celle de ses partisans.